

Art. 8. De plaatsingsdiensten van de "FOREm" dragen de werkzoekenden voor die in het doorstromingsprogramma tewerkgesteld kunnen worden.

Art. 9. De in het doorstromingsprogramma tewerkgestelde werknemers worden in dienst genomen op basis van een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur, waarvan het arbeidsregime minstens gelijk is aan een halftijdse betrekking.

De werknemers worden binnen de door de Regering bepaalde termijn in dienst genomen en de arbeidsovereenkomst wordt onder de door haar bepaalde voorwaarden goedgekeurd.

De in het eerste lid bedoelde werknemers worden minimum zes maanden en maximum één jaar tewerkgesteld.

De werknemers die zes maanden vóór hun indienstneming in het kader van het doorstromingsprogramma ten minste 120 uur voor plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen gewerkt hebben en daardoor in aanmerking komen voor de verhoogde toelage van de Federale Staat, die bedoeld wordt in het samenwerkingsakkoord dat de Federale Staat en de Gewesten op 4 maart 1997 gesloten hebben m.b.t. het doorstromingsprogramma, kunnen evenwel maximum één jaar langer tewerkgesteld worden.

De werknemers die voor de in de derde en vierde leden bedoelde maximale duur in het doorstromingsprogramma tewerkgesteld werden, kunnen er niet meer in tewerkgesteld worden, zelfs als ze weer aan de in artikel 2 bedoelde voorwaarden voldoen.

Art. 10. De in het doorstromingsprogramma tewerkgestelde werknemers ontvangen de in artikel 6 bedoelde wedde.

Art. 11. De werkgevers betalen de wedde na aftrek van de toelage die bedoeld wordt in het samenwerkingsakkoord dat de Federale Staat en de Gewesten op 4 maart 1997 gesloten hebben m.b.t. de doorstromingsprogramma's, en storten de desbetreffende sociale premies met toepassing van het banenplan voor de bevordering van de tewerkstelling van de werkzoekenden die bedoeld worden in dat samenwerkingsakkoord.

De "FOREm" betaalt de krachtens artikel 4 bepaalde toelagen terug aan de werkgevers in de loop van de maand na de datum van verzending door de werkgevers van het bewijs van de maandelijkse weddebetaling en van de desbetreffende sociale premies.

Art. 12. De in het doorstromingsprogramma tewerkgestelde werknemers kunnen in aanmerking komen voor activiteiten i.v.m. het actief zoeken naar werk, waarvoor de voorwaarden en wijze van uitvoering door de Regering worden bepaald.

Art. 13. De Regering wijst de diensten aan die belast worden met de behandeling van de aanvragen en met het toezicht op de uitvoering van het doorstromingsprogramma.

De personeelsleden van deze diensten hebben het recht om berispingen toe te dienen, de overtreder de nodige tijd te geven om orde op zaken te stellen en processen-verbaal op te maken.

Art. 14. Het doorstromingsprogramma wordt voor het eerst eind 1998 geëvalueerd, daarna aan het einde van elk jaar.

De Regering bepaalt het voorwerp en de wijze van de evaluatie.

Art. 15. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 juli 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION



F. 97 — 1633

[C — 97/27410]

**18 JUILLET 1997. — Décret relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi
auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, pour partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Les dispositions relatives à cette matière sont applicables sur le territoire de la région de langue française.

(1) Session 1996-1997.

Documents du Conseil. — N° 258 (1996-1997), n°s 1 à 3.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 18 juillet 1997. Discussion. Vote.

Art. 2. L'insertion par la formation professionnelle s'adresse à toute personne, inscrite comme demandeur d'emploi auprès d'un service régional de l'emploi, résidant sur le territoire national, qui acquiert par un stage chez un employeur et, le cas échéant, chez un opérateur de formation, les compétences professionnelles nécessaires pour exercer une activité professionnelle chez cet employeur, à l'exclusion du stage ne constituant qu'une simple adaptation au poste de travail.

Le Gouvernement détermine ce qu'il y a lieu d'entendre par opérateur de formation et par demandeur d'emploi. Il détermine les modalités de dérogation à la condition de résidence.

Art. 3. Par employeur, il faut entendre toute personne physique ou morale constituée sous la forme d'une société commerciale ou régie par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, en ce compris les professions libérales et les associations de fait ou sociétés civiles formées par les personnes exerçant une profession libérale.

L'employeur doit avoir un siège d'exploitation en Région wallonne.

Sont exclues les entreprises de travail intérimaire sauf en ce qui concerne leur personnel.

Art. 4. L'employeur qui désire conclure un contrat de formation-insertion en fait la demande à l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé le FOREm.

Art. 5. Le stage chez l'employeur fait l'objet d'un contrat de formation-insertion entre le demandeur d'emploi, ci-après dénommé le stagiaire, l'employeur et le FOREm, dont la durée, le contenu, les modalités d'exécution et les conditions dans lesquelles il peut y être mis fin avant son terme sont déterminés par le Gouvernement.

Art. 6. L'employeur, préalablement à la conclusion du contrat de formation-insertion apporte la preuve au FOREm, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, du respect des obligations édictées par la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Art. 7. Le stagiaire, durant l'exécution du contrat de formation-insertion, reste inscrit comme demandeur d'emploi et continue à bénéficier, le cas échéant, d'allocations de chômage ou d'attente ou du minimum de moyens d'existence instauré par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

En outre, il perçoit :

1° une prime d'encouragement à charge de l'employeur;

2° une indemnité pour frais de déplacement entre sa résidence et le siège de l'employeur où se déroule la formation à charge du FOREm;

3° une indemnité pour frais de missions à charge de l'employeur;

4° une indemnité de compensation, à charge du FOREm, lorsque le montant des allocations visées à l'alinéa 1^{er} est de maximum 5 000 francs par mois.

Le Gouvernement détermine les modalités de calcul de la prime visée à l'alinéa 2, 1°, ainsi que les conditions d'octroi et les montants des avantages visés à l'alinéa 2, 2°, et 4°.

Art. 8. L'employeur s'engage :

1° à former le travailleur et à ne pas lui confier des tâches non prévues dans le programme de formation;

2° à désigner, parmi son personnel, un ou des tuteurs chargés de suivre et d'accompagner le stagiaire pendant la durée de la formation;

3° à assurer le stagiaire contre les accidents du travail et les accidents sur le chemin du travail en concluant auprès d'une société d'assurance à primes fixes agréée ou auprès d'une caisse commune d'assurance agréée, une police qui lui garantit les mêmes avantages que ceux qui sont mis à charge de l'assureur par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail;

4° à occuper le stagiaire consécutivement au contrat de formation-insertion dans les liens d'un contrat de travail dans la profession apprise, pour une durée au moins égale à celle du contrat de formation-insertion, et dans le respect des conventions collectives applicables au secteur d'activité concerné;

5° à augmenter par l'engagement du stagiaire l'effectif du personnel pendant une durée au moins égale à celle du contrat de formation-insertion.

L'obligation visée à l'alinéa 1^{er}, 4°, ne peut être remplie :

1° dans le cadre des programmes de remise au travail des chômeurs complets indemnisés ou des personnes assimilées transférés ou initiés en vertu de l'article 6, § 1^{er}, IX, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, sauf en ce qui concerne les programmes qui prévoient une subvention pour la mise au travail inférieure ou égale à 203 000 francs pour un emploi à temps plein ou une fraction proportionnelle de cette somme pour un emploi à temps partiel;

2° par l'engagement des stagiaires visés par l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes et ses arrêtés d'exécution.

Les obligations visées à l'alinéa 1^{er}, 4° et 5°, peuvent être remplies par un autre employeur selon les conditions fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine ce qu'il faut entendre par augmentation de l'effectif du personnel et fixe les conditions dans lesquelles il peut être dérogé à l'obligation visée à l'alinéa 1^{er}, 5°.

Le Gouvernement peut adapter le montant de 203 000 francs visé à l'article 2, 1°.

Art. 9. Le FOREm a pour missions :

1° de diffuser auprès des employeurs et des demandeurs d'emploi toute information relative au décret;

2° de réceptionner et d'instruire les demandes émanant des employeurs et de les mettre en relation avec les demandeurs d'emploi;

3° d'apporter aux employeurs un soutien technico-pédagogique dans l'établissement des programmes de formation;

4° d'agréer les programmes de formation;

5° d'élaborer les conventions avec les opérateurs de formation;

6° d'assurer le suivi technique et pédagogique des contrats de formation-insertion;
 7° d'assurer le paiement des avantages visés à l'article 7, alinéa 2, 2° et 4°;
 8° de transmettre à la Commission de suivi intersectorielle visée à l'article 10 et aux Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation visés à l'article 11, les informations nécessaires à l'exercice de leurs missions.

Art. 10. En vue d'assurer l'encadrement, le suivi et l'évaluation du décret, il est institué une commission de suivi intersectorielle dont les missions et la composition sont déterminées par le Gouvernement.

Art. 11. Les Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation donnent leur avis sur les demandes dans les cas et selon les modalités définis par le Gouvernement.

Ils assurent également un rôle de suivi et d'encadrement de la mesure sur la base de rapports semestriels établis par le FOREm et relatifs à l'application du décret au niveau sous-régional.

Art. 12. L'employeur fournit au FOREm l'assistance nécessaire au suivi et au contrôle du contrat de formation-insertion.

Art. 13. L'employeur qui ne respecte pas la condition visée à l'article 8, alinéa 1^{er}, 4^o ou 5^o, ou qui met fin au contrat de formation-insertion sans l'accord du FOREm, rembourse à ce dernier les avantages octroyés au stagiaire conformément à l'article 7, alinéa 2, 2^o et 4^o.

Art. 14. Le chapitre IV de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la Formation professionnelle, modifié par l'arrêté du 2 mai 1990, est abrogé.

Toutefois, il reste applicable pour les conventions conclues avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur à une date à fixer par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
 chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
 R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,
 M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
 B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
 J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
 G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
 W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
 W. ANCION

ÜBERSETZUNG

D. 97 — 1633

[C — 97/27410]

**18. JULI 1997 — Dekret bezüglich der Eingliederung von Arbeitsuchenden
 bei Arbeitgebern, die eine Ausbildung organisieren, durch die eine freie Stelle besetzt werden kann (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es :

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret regelt teilweise in Anwendung von Artikel 138 der Verfassung einen in Artikel 127, § 1 der Verfassung angeführten Bereich.

Die Bestimmungen dieses Bereichs sind anwendbar auf das französische Sprachgebiet.

Art. 2 - Die Eingliederung durch die Berufsausbildung betrifft jede Person, die als Arbeitsuchende bei einem regionalen Arbeitsamt eingetragen ist, die auf dem nationalen Gebiet wohnhaft ist und durch ein Praktikum bei einem Arbeitgeber oder ggf. bei einem Ausbilder die beruflichen Fähigkeiten erlangt, die zur Ausübung einer beruflichen Aktivität bei diesem Arbeitgeber notwendig sind, mit Ausnahme des Praktikums, durch das nur eine Anpassung an den Arbeitsplatz vollzogen wird.

Die Regierung legt fest, was unter dem Begriff "Ausbilder" und "Arbeitsuchender" zu verstehen ist. Sie legt ebenfalls die Bedingungen fest, unter denen von der an den Wohnsitz gebundenen Bedingung abgewichen werden kann.

(1) *Sitzung 1996-1997.*

Dokumente des Rates. — Nr. 258 (1996-1997), Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 18. Juli 1997. Diskussion. Abstimmung.

Art. 3 - Als Arbeitgeber gilt jede natürliche oder juristische Person, die in der Form einer Handelsgesellschaft gegründet wurde oder den Bestimmungen des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Gewährung der Zivilpersönlichkeit an die Vereinigungen ohne Erwerbszweck und die Einrichtungen von öffentlichem Interesse unterliegt, einschließlich der freiberuflichen Erwerbstätigen und der nicht rechtsfähigen Vereine oder Zivilgesellschaften, die aus Personen bestehen, die freiberuflich tätig sind.

Der Betriebssitz des Arbeitgebers muß sich in der Wallonischen Region befinden.

Die auf dem Gebiet der Interimsarbeit tätigen Gesellschaften werden nicht als Arbeitgeber zugelassen. Dieser Ausschluß bezieht sich nicht auf ihre Personalmitglieder.

Art. 4 - Der Arbeitgeber, der einen Vertrag zur Ausbildung und Eingliederung abschließen möchte, stellt einen Antrag beim Gemeinschaftlichen und Regionalen Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung, nachstehend FOREm genannt.

Art. 5 - Das Praktikum bei dem Arbeitgeber ist Gegenstand eines Vertrags zur Ausbildung und Eingliederung zwischen dem Arbeitsuchenden, nachstehend "der Praktikant" genannt, dem Arbeitgeber und dem FOREm. Die Vertragsdauer, der Inhalt des Vertrags, die Durchführungsbestimmungen und die Bedingungen für eine frühzeitige Auflösung werden von der Regierung festgelegt.

Art. 6 - Vor dem Abschluß des Vertrags zur Ausbildung und Eingliederung erbringt der Arbeitgeber gemäß den von der Regierung festgelegten Bestimmungen vor dem FOREm den Beweis, daß er die durch das Gesetz vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit auferlegten Verpflichtungen beachtet.

Art. 7 - Für die Dauer der Ausführung des Vertrags zur Ausbildung und Eingliederung bleibt der Praktikant als Arbeitsuchender eingetragen und erhält ggf. weiterhin Arbeitslosengeld, eine Übergangsbeihilfe oder ein durch das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Mindesteinkommen eingeführtes Mindesteinkommen.

Des weiteren bezieht er:

1° eine Förderprämie zu Lasten des Arbeitgebers;

2° eine Entschädigung für die Fahrtkosten zwischen seinem Wohnsitz und dem Betriebssitz, an dem die Ausbildung durchgeführt wird. Diese Entschädigung geht zu Lasten des FOREm;

3° eine Entschädigung für Dienstreisekosten, zu Lasten des Arbeitgebers;

4° eine Ausgleichszahlung zu Lasten des FOREm, wenn der Betrag der in Absatz 1 genannten Zahlungen sich auf höchstens 5.000 BEF monatlich beläuft.

Die Regierung legt die Berechnungsmethode der in Absatz 2, 1° angeführten Prämie fest, sowie die Bedingungen für die Gewährung und die Beträge der in Absatz 2, 2° und 4° angeführten Vorteile.

Art. 8 - Der Arbeitgeber verpflichtet sich:

1° den Arbeitnehmer auszubilden und ihm keine Aufgaben anzuvertrauen, die nicht im Ausbildungsprogramm vorgesehen sind;

2° unter seinen Personalmitgliedern einen oder mehrere Betreuer zu bezeichnen, deren Aufgabe darin besteht, den Praktikanten während der Ausbildungsdauer zu überwachen und zu betreuen;

3° den Praktikanten gegen Arbeitsunfälle und Unfälle auf dem Arbeitsweg zu versichern, indem er bei einer anerkannten Versicherungsgesellschaft mit gleichbleibenden Prämien oder einer anerkannten gemeinsamen Versicherungskasse eine Versicherung abschließt, die ihm die gleichen Vorteile gewährleistet wie jene, die aufgrund des Gesetzes vom 10. April 1971 über die Arbeitsunfälle zu Lasten des Versicherers gehen.

4° den Praktikanten im Anschluß an den Vertrag zur Ausbildung und Eingliederung für den erlernten Beruf in ein Arbeitsvertragsverhältnis einzubinden, und zwar für eine Dauer, die mindestens der des Vertrags zur Ausbildung und Eingliederung entspricht sowie unter Beachtung der auf den betreffenden Tätigkeitsbereich anwendbaren Tarifabkommen;

5° das Personalvolumen durch die Einstellung des Praktikanten zu erhöhen, und zwar für eine Dauer, die der des Vertrags zur Ausbildung und Eingliederung entspricht.

Die in Absatz 1, 4° angeführte Pflicht darf nicht erfüllt werden:

1° im Rahmen von Programmen zur Wiederbeschäftigung von vollentschädigten Arbeitslosen oder von ihnen gleichgestellten Personen, die gemäß Artikel 6, § 1, IX, 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen übertragen oder eingeführt worden sind, mit Ausnahme der Programme, die eine Subvention für die Wiederbeschäftigung von höchstens 203 000 BEF für eine Vollzeitbeschäftigung oder den proportionalen Teil dieser Summe für eine Teilzeitbeschäftigung umfassen;

2° durch die Beschäftigung von Praktikanten, angeführt im Königlichen Erlass Nr. 230 vom 21. Dezember 1983 über das Praktikum und die berufliche Eingliederung von Jugendlichen sowie seiner Ausführungserlasse.

Die in Absatz 1, 4° und 5° genannten Pflichten können gemäß den von der Regierung festgelegten Bedingungen durch einen anderen Arbeitgeber erfüllt werden.

Die Regierung bestimmt, was unter der Erhöhung des Personalvolumens zu verstehen ist und legt die Bedingungen fest, unter denen von Artikel 1, 5° abgewichen werden kann.

Die Regierung ist berechtigt, den in Artikel 2, 1° angeführten Betrag von 203 000 BEF anzupassen.

Art. 9 - das FOREm hat die Aufgabe:

1° bei den Arbeitgebern und den Arbeitsuchenden jegliche Information über das Dekret zu verbreiten;

2° die Anträge der Arbeitgeber entgegenzunehmen und zu bearbeiten sowie diese Arbeitgeber in Verbindung mit den Arbeitsuchenden zu bringen;

3° die Arbeitgeber bei der Planung und Einführung von Ausbildungsprogrammen auf technischer und pädagogischer Ebene zu unterstützen;

4° die Ausbildungsprogramme zuzulassen;

5° die Abkommen mit den Ausbildern auszuarbeiten;

6° die Ausführung der Verträge zur Ausbildung und Eingliederung auf technischer und pädagogischer Ebene zu überwachen;
 7° die Zahlung der in Artikel 7, Absatz 2, 2° und 4° angeführten Beträge zu gewährleisten;
 8° dem in Artikel 10 angeführten sektorenübergreifenden Überwachungsausschuß und den in Artikel 11 angeführten subregionalen Ausschüssen für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung die für die Durchführung ihrer Aufgaben notwendigen Informationen zu übermitteln.

Art. 9 - Um die notwendigen Begleitmaßnahmen, die Überwachung und die Bewertung des Dekrets zu gewährleisten wird ein sektorenübergreifender Überwachungsausschuß gegründet, dessen Aufgaben und Zusammensetzung von der Regierung festgelegt werden.

Art. 10 - Die subregionalen Ausschüsse für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung erteilen ein Gutachten über die Anträge in den Fällen und gemäß den Durchführungsbestimmungen, die von der Regierung festgelegt werden.

Sie gewährleisten ebenfalls die Überwachung und treffen die Begleitmaßnahmen auf der Grundlage von Berichten, die halbjährlich durch das FOREm ausgearbeitet werden und die die Anwendung des Dekrets auf subregionaler Ebene betreffen.

Art. 11 - Der Arbeitgeber gewährleistet dem FOREm die für die Überwachung und die Kontrolle des Vertrags zur Ausbildung und Eingliederung notwendige Unterstützung.

Art. 12 - Der Arbeitgeber, der die in Artikel 8, Absatz 1, 4° oder 5° angeführte Bedingung mißachtet oder den Vertrag zur Ausbildung und Eingliederung ohne Zustimmung des FOREm beendet, zahlt diesem die gemäß Artikel 7, Absatz 2, 2° und 4° gezahlten finanziellen Entschädigungen zurück.

Art. 13 - Kapitel IV des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 12. Mai 1987 über die Berufsbildung, abgeändert durch den Erlaß vom 2. Mai 1990 wird aufgehoben.

Dieser Erlaß bleibt jedoch anwendbar für die Abkommen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets abgeschlossen wurden.

Art. 14 - Das vorliegende Dekret tritt an einem von der Regierung festzulegenden Datum in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 18. Juli 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
 R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
 M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
 B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
 J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
 G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
 W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
 des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
 W. ANCION

VERTALING

N. 97 — 1633

[C — 97/27410]

18 JULI 1997. — Decreet betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, regelt dit decreet gedeeltelijk een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

De desbetreffende bepalingen zijn van toepassing op het grondgebied van het Franse taalgebied.

(1) *Zitting 1996-1997.*

Stukken van de Raad. — Nr. 258 (1996-1197), nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 18 juli 1997. Besprekking. Stemming.

Art. 2. De inschakeling door beroepsopleiding betreft elke persoon die :

- als werkzoekende bij een gewestdienst voor arbeidsbemiddeling ingeschreven is;
- woonachtig is op het nationale grondgebied;
- tijdens een stage bij een werkgever en, in voorkomend geval, bij een opleidingsoperator de vereiste beroepsbekwaamheden verwerft om een beroepsbezighed bij deze werkgever uit te oefenen, met uitzondering van bijscholingsstages.

De Regering bepaalt wat onder opleidingsoperator en werkzoekende moet worden verstaan. Zij bepaalt de voorwaarden waaronder van de residentievoorwaarde kan worden afgeweken.

Art. 3. Onder werkgever wordt verstaan iedere natuurlijke of rechtspersoon die onder de vorm van een handelsvennootschap gesteld is of die onder de wet van 27 juni 1921 valt waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, met inbegrip van de vrije beroepen en de feitelijke verenigingen of burgerlijke vennootschappen gevormd door personen die een vrij beroep uitoefenen.

De werkgever moet een exploitatiezetel in het Waalse Gewest hebben.

De uitzendbureaus worden niet in aanmerking genomen, behalve wat hun personeel betreft.

Art. 4. De werkgever die een overeenkomst opleiding-inschakeling wil sluiten, richt zijn verzoek aan de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), hierna FOREm genoemd.

Art. 5. De stage bij de werkgever is het voorwerp van een overeenkomst opleiding-inschakeling tussen de werkzoekende, hierna stagiair benoemd, de werkgever en de FOREm. De Regering bepaalt de duur, de inhoud, de voorschriften voor de uitvoering van de overeenkomst, alsmede de voorwaarden waaronder ze vóór haar einddatum ontbonden kan worden.

Art. 6. Vooraleer de overeenkomst opleiding-inschakeling wordt aangegaan, levert de werkgever de FOREm op de door de Regering bepaalde wijze het bewijs dat hij voldoet aan de verplichtingen die zijn opgelegd bij de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

Art. 7. De stagiair blijft tijdens de uitvoering van de overeenkomst opleiding-inschakeling als werkzoekende ingeschreven en hij blijft in voorkomend geval in aanmerking komen voor werkloosheids- of wachttuitkeringen, of voor het bestaansminimum dat bepaald is bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op het bestaansminimum.

Bovendien krijgt hij :

- 1° een aanmoedigingspremie ten laste van de werkgever;
- 2° een vergoeding ten laste van de FOREm voor de kosten van zijn verplaatsingen tussen zijn verblijfplaats en de zetel van de werkgever waar de opleiding plaatsvindt;
- 3° een vergoeding ten laste van de werkgever voor opdrachtkosten;
- 4° een compensatievergoeding ten laste van de FOREm wanneer de in het eerste lid bedoelde uitkeringen maximum 5 000 BEF per maand bedragen.

De Regering bepaalt de wijze waarop de in het tweede lid, 1°, bedoelde premie berekend moet worden, alsook de voorwaarden voor de toekenning van de in het tweede lid, 2° en 4°, bedoelde voordelen, en de bedragen ervan.

Art. 8. De werkgever verbindt zich ertoe :

- 1° de werknemer op te leiden en hem geen taak op te dragen die niet voorzien is in het opleidingsprogramma;
- 2° één of meerdere personeelsleden aan te wijzen om de stagiair tijdens zijn opleiding te volgen en te begeleiden;
- 3° de stagiair tegen arbeidsongevallen en ongevallen op de weg naar en van het werk te verzekeren door een polis te sluiten bij een erkende maatschappij van verzekering tegen vaste premies of bij een erkende gemeenschappelijke verzekeringsskas, die hem dezelfde voordelen waarborgt als degene die krachtens de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 ten laste van de verzekeraar vallen;
- 4° de stagiair na de overeenkomst opleiding-inschakeling bij arbeidsovereenkomst tewerk te stellen in het geleerde beroep, voor ten minste dezelfde duur als die van de overeenkomst opleiding-inschakeling en met inachtneming van de collectieve overeenkomsten die van toepassing zijn op de betrokken activiteitensector;
- 5° het personeelsbestand uit te breiden door de aanwerving van de stagiair voor ten minste dezelfde duur als die van de overeenkomst opleiding-inschakeling.

Aan de in het eerste lid, 4°, bedoelde verplichting kan niet voldaan worden :

1° in het kader van de programma's voor de herinschakeling van volledig uitkeringsgerechtigde werklozen of gelijkgestelde personen die overgeplaatst of ingeleid worden overeenkomstig artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, behalve de programma's die voorzien in een tewerkstellingstoelage van 203 000 BEF of minder voor een voltijdse betrekking of in een evenredige fractie van die som voor een deeltijdse betrekking;

2° door de aanwerving van de stagiairs die bedoeld worden in het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces en in de uitvoeringsbesluiten ervan.

Aan de in het eerste lid, 4° en 5°, bedoelde verplichtingen kan onder de door de Regering bepaalde voorwaarden door een andere werkgever worden voldaan.

De Regering bepaalt wat bedoeld wordt met uitbreiding van het personeelsbestand en stelt de voorwaarden vast waaronder kan worden afgeweken van de in het eerste lid, 5°, bedoelde verplichting.

De Regering kan het in artikel 2, 1°, bedoelde bedrag van 203 000 BEF aanpassen.

Art. 9. De FOREm heeft als opdracht :

- 1° alle gegevens i.v.m. het decreet aan de werkgevers en de werkzoekenden te verstrekken;
- 2° de aanvragen van de werkgevers in ontvangst te nemen en te onderzoeken en vervolgens in kennis te brengen van de werkzoekenden;

- 3° de werkgevers een technisch-pedagogische steun te verlenen bij het opmaken van de opleidingsprogramma's;
- 4° de opleidingsprogramma's te erkennen;
- 5° de overeenkomsten met de opleidingsoperateurs uit te werken;
- 6° voor de technische en pedagogische opvolging van de overeenkomsten opleiding-inschakeling te zorgen;
- 7° voor de betaling van de in artikel 7, tweede lid, 2° en 4°, bedoelde voordelen te zorgen;
- 8° de in artikel 10 bedoelde intersectoriële opvolgingscommissie en de in artikel 11 bedoelde subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming de nodige inlichtingen te verstrekken voor de uitoefening van hun opdrachten.

Art. 10. Om de kaderstelling, de opvolging en de evaluatie van het decreet te waarborgen, wordt een intersectoriële opvolgingscommissie opgericht waarvan de opdrachten en de samenstelling door de Regering worden bepaald.

Art. 11. De subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming geven hun mening over de aanvragen in de gevallen en volgens de voorschriften die door de Regering worden bepaald.

Ze waarborgen eveneens de opvolging en de kaderstelling van de maatregel op basis van door de FOREm opgestelde halfjaarlijkse verslagen betreffende de toepassing van het decreet op subregionaal niveau.

Art. 12. De werkgever verleent de FOREm de nodige bijstand voor de opvolging van en de controle op de overeenkomst opleiding-inschakeling.

Art. 13. De werkgever die de in artikel 8, eerste lid, 4° of 5°, bedoelde voorwaarde niet vervult of de overeenkomst opleiding-inschakeling zonder toestemming van de FOREm opzegt, moet de overeenkomstig artikel 7, tweede lid, 2° en 4°, toegekende bedragen aan deze laatste terugbetaLEN.

Art. 14. Hoofdstuk IV van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding, gewijzigd bij het besluit van 2 mei 1990, wordt opgeheven.

Het blijft echter van toepassing op de overeenkomsten die vóór de inwerkingtreding van dit decreet worden gesloten.

Art. 15. Dit decreet treedt in werking op een door de Regering vast te stellen datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 juli 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION



F. 97 — 1634

[C — 97/27407]

**18 JUILLET 1997. — Décret relatif à la formation professionnelle
donnée dans le cadre du programme de transition professionnelle (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

(1) Session 1996-1997

Documents du Conseil. — 238 (1996-1997), n°s 1 et 2.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 18 juillet 1997. Discussion. Vote.